

LE COVID-19 ET LE LEADERSHIP DES FEMMES : D'UNE ACTION EFFICACE À UNE RECONSTRUCTION PLUS SOLIDE



Diputadas y Diputados de Chile/René Lescornez A.

Résumé

Cette note met en lumière le rôle crucial du leadership féminin dans la lutte contre le COVID-19 et la préparation en vue d'une relance plus équitable. Dans le monde, des femmes sont à la tête d'institutions qui agissent de manières efficace et inclusive contre le COVID-19, des plus hauts niveaux de prise de décision à la prestation de services en première ligne. Dans le même temps, cette note tient compte des contraintes préexistantes et nouvelles liées à la participation et au leadership des femmes et préconise des actions pour faciliter l'influence des femmes sur les processus de prise de décision. Elle formule des recommandations qui doivent être envisagées par les décideurs politiques nationaux, régionaux et internationaux. Outre son analyse des conséquences immédiates de la pandémie sur la participation politique des femmes, cette note démontre qu'il est possible de « reconstruire plus solide » en incluant et en soutenant les femmes et les organisations et réseaux qui les représentent dans les processus décisionnaires qui façonneront l'avenir post-pandémie.

Comment le monde évolue-t-il à cause du COVID-19 ?

Le nombre de cas confirmés de COVID-19 a atteint plus de 241,8 millions de personnes le 22 octobre 2021 selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).¹ La pandémie éprouve durement les systèmes de santé et de soins, élargissant les fractures socio-économiques et crée une profonde insécurité politique et sociale. Ces dynamiques remettent en question la répartition équitable et efficace des soins sanitaires et sociaux, restreignent la mobilité, renforcent les inégalités et déplacent les priorités des institutions publiques, privées et sociales, y compris l'allocation de financements. Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée, notamment celles qui subissent déjà de multiples inégalités en raison de leur niveau de revenu, leur âge, leur race, leur lieu de résidence, leur statut migratoire, leur handicap et leur état de santé. Le leadership féministe et la large participation des organisations de défense des droits des femmes sont essentiels pour garantir que les besoins des femmes et des autres groupes marginalisés soient prioritaires dans la réponse immédiate, ainsi que dans les mesures de relèvement et de résilience.

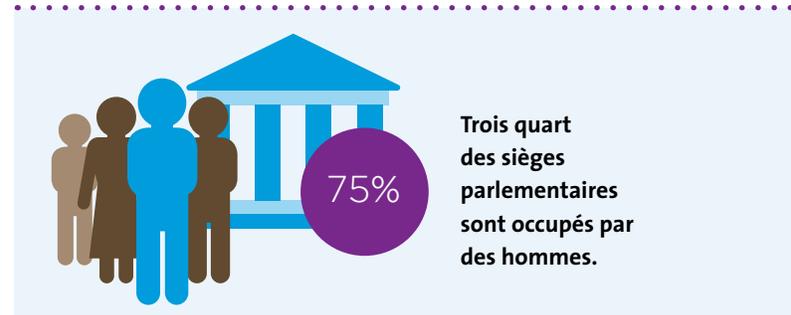
ONU Femmes a fait une synthèse des dernières recherches et données sur les conséquences du COVID-19 en termes de genre, et formulé des recommandations globales afin de « reconstruire plus solide », dans les notes supplémentaires suivantes (qui peuvent être consultées sur [la page des séries de notes de politique générale d'ONU Femmes](#)) :

- [Lutter contre les conséquences économiques du COVID-19 : Solutions politiques et options en vue d'une réponse et relance sensible au genre](#)
- [Le COVID-19 et l'économie du soin : Action immédiate et transformation structurelle en vue d'une relance sensible au genre](#)
- [Le COVID-19 et la violence contre les femmes et les filles : Lutter contre la pandémie de l'ombre](#)
- [Une réponse urgente au COVID-19 : La participation importante des femmes aux processus de paix et de cessez-le-feu](#)

Le COVID-19 affecte les institutions politiques, les processus et les politiques

Nous célébrons cette année le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la [Déclaration et du Programme d'action de Beijing \(1995\)](#), le programme mondial visionnaire pour parvenir à la participation équitable des femmes dans tous les domaines de la vie. En effet, au cours des vingt-cinq dernières années, l'influence des femmes sur de multiples domaines de la vie publique a considérablement augmentée. Les femmes entrent dans la politique en plus grand nombre qu'auparavant, et leur influence sur les décisions de haut niveau s'est accrue. La pleine et équitable participation des femmes a également été reconnue comme étant essentielle à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Alors que les femmes amènent sur la table de différentes expériences et perspectives, talents et compétences, leur contribution à des décisions mieux informées, des résultats plus justes et à des politiques et des lois favorables tant pour les femmes que pour les hommes, est de plus en plus acceptée. Dans de nombreux pays où les inégalités ont été réduites, de solides mécanismes nationaux en faveur de l'égalité des sexes et des mouvements féministes ont joué des rôles cruciaux dans la promotion de lois et politiques équitables et pour garantir que les besoins des plus marginalisés soient satisfaits. Les organisations de femmes et les militantes féministes ont mené de nombreuses manifestations en faveur des droits civiques et politiques organisées dans le monde en 2019-2020.²

Partout dans le monde, cependant, les femmes demeurent nettement sous-représentées à de multiples aspects de la prise de décision. Les hommes continuent d'être une force dominante dans la politique, par exemple, en en détenant les trois quarts des sièges parlementaires mondiaux.³ Les attaques contre les femmes dans la vie publique se multiplient également.⁴



La propagation du nouveau coronavirus entrave d'avantage la participation et le leadership des femmes dans la vie publique. Alors que les données initiales montrent que plus d'hommes que de femmes meurent du COVID-19, les chercheurs affirment que les données ne sont pas complètes et que les travailleurs sanitaires qui sont principalement des femmes font face à des risques majeurs.⁵ Dans le monde, les femmes sont confrontées

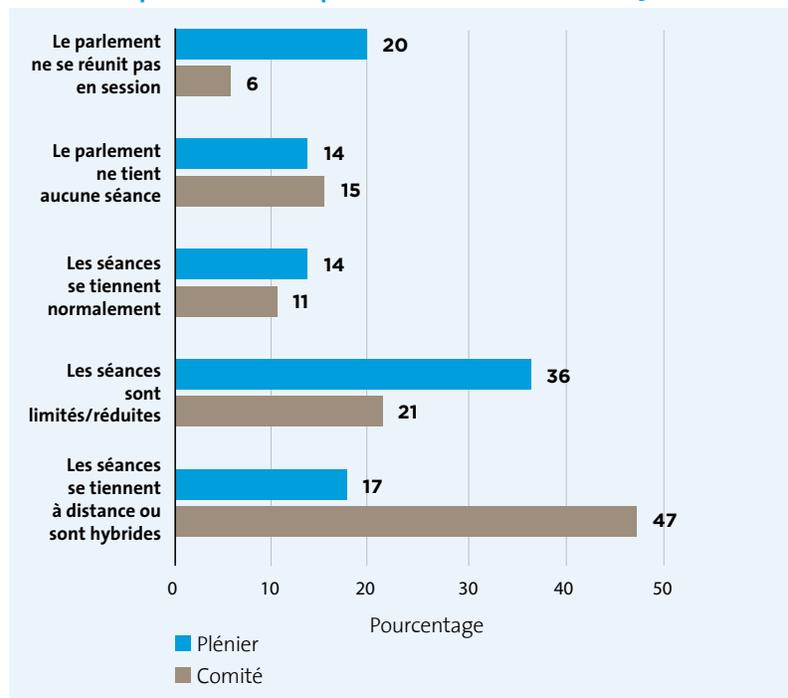
à une augmentation des violences conjugales, des demandes de soins, des taux de chômage et de la pauvreté (voir les notes d'ONU Femmes ci-dessus). Ces conséquences exacerbent les inégalités socio-économiques et soulignent la nécessité d'adopter des politiques, des lois et budgets sensibles au genre. Elles montrent également clairement que la participation des femmes aux plans d'action et de relance est vitale pour que leurs besoins soient satisfaits.⁶ Leur participation et leur influence sont nécessaires dans le domaine de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des lois, politiques et budgets liés au COVID-19 à tous les niveaux de la prise de décision : local, national, régional et international.⁷

Parallèlement aux effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs du COVID-19, la pandémie a des conséquences importantes sur les processus, institutions politiques et les politiques. Les confinements de grande envergure, adoptés pour ralentir la transmission du virus, restreignent la liberté de mouvement, et, de ce fait, la liberté d'exercer de nombreux autres droits humains.⁸ La pandémie réduit l'accès aux droits politiques, par exemple, sur 66 pays évalués par l'Union interparlementaire, 20 % d'entre eux avaient suspendu leurs sessions parlementaires en juin 2020.⁹ A la fin du mois de mai, 64 pays et territoires avaient reporté ou annulé leurs élections nationales et sous-nationales dans le monde.¹⁰

Dans le même temps, dans le monde, les femmes sont aux premières lignes des actions pour lutter contre le COVID-19, en tant que chefs d'Etat et de gouvernement, travailleurs sanitaires, aidantes à domicile et dirigeantes et agents de mobilisation communautaires, entre autres rôles. Les dirigeantes de plusieurs pays mènent des actions fort utiles, fournissant ainsi d'excellents exemples de la manière dont le leadership et la participation des femmes peuvent donner lieu à des politiques, des plans et des budgets plus efficaces, plus inclusifs et équitables pour

répondre à la pandémie. Pour que les femmes puissent diriger et participer plus pleinement aux efforts pour reconstruire plus solide, il importe de reconnaître ce que font les dirigeantes, afin d'assurer une représentation équilibrée dans les organes de prise de décision, l'intégration de leur expertise et le financement d'interventions sensibles au genre.¹¹

Activités parlementaires pendant la crise du COVID-19



Source : Union interparlementaire, dans le cadre de sa campagne « Les parlements en temps de pandémie ». Centre pour l'innovation du parlement.

Notes : Basée sur un échantillon de 66 parlements le 4 juin 2020.

Les femmes dirigent des actions efficaces même si elles demeurent sous-représentées dans de nombreuses tribunes de prise de décision

Dans plusieurs pays, les femmes sont les chefs de file d'une action efficace et inclusive pour lutter contre le COVID-19 même si elles sont souvent sous-représentées aux niveaux les plus élevés de la prise de décision dans des secteurs qui sont directement impactés par la pandémie du COVID-19.

Les femmes montrent la voie

Les femmes sont des chefs d'Etat et de gouvernement dans seulement 21 pays du monde,¹² mais leur leadership a fait l'objet de nombreuses éloges pour sa plus grande efficacité dans la gestion de la crise sanitaire du COVID-19.¹³ Les femmes chefs

de gouvernements danois, éthiopien, finlandais, allemand, néo-zélandais et slovaque ont été reconnues pour la rapidité de leurs actions, qui n'ont pas seulement inclus des mesures pour « aplatis la courbe », telles que le confinement, la distanciation sociale et les dépistages généralisés, mais également pour leur communication transparente et empathique d'informations de santé publique fondées sur des faits probants.¹⁴ Au Canada, en Ethiopie, en Inde et à Madagascar, on voit de plus en plus d'expertes médicales et sanitaires à des postes de leadership et prendre la tête des communiqués de presse quotidiens et des annonces de service public.¹⁵ Les mairesses du monde entier, de Banjul (Gambie) à

Barcelone (Espagne), ont fait l'objet d'une grande médiatisation dans le cadre des actions qu'elles ont menées pour lutter contre la pandémie et partagent leurs expériences sur des forums en ligne.¹⁶

Les styles de leadership des femmes dirigeantes qui ont mené des actions pour lutter contre le COVID-19 a été décrit comme plus collectif qu'individuel, plus axé sur la collaboration que la compétition et le coaching que le commandement.¹⁷ Il convient de remarquer qu'en 2019—avant la pandémie—près de la moitié de la population mondiale (47 %) pensait que les hommes faisaient des meilleurs leaders politiques que les femmes.¹⁸ De nos jours, les taux de décès moins élevés du COVID-19 et les politiques d'endiguement viral plus efficaces dans les pays dirigés par des femmes mettent à mal les normes sociales discriminatoires qui sous-tendent ces croyances.¹⁹

Dans de nombreux pays, la sous-représentation des femmes entrave une action inclusive

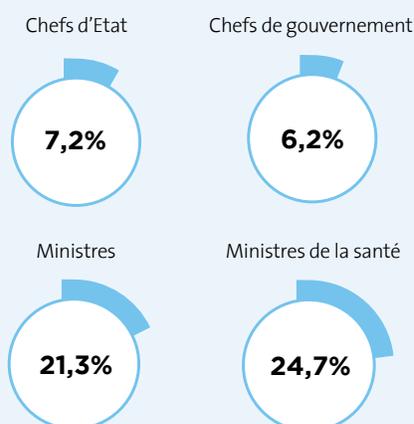
Dans de trop nombreux domaines de la vie publique, les femmes demeurent tragiquement sous-représentées au sein des institutions de prise de décision. Les femmes représentent seulement un quart (24,9 %) des membres des parlements nationaux dans le monde²⁰ et 36,3 % des représentants élus dans les organes de délibération locaux.²¹ Dans le monde, au 1er janvier 2020, seulement 21,3 % des ministres étaient des femmes. Les femmes représentent au moins 40 % des ministres dans seulement 30 cabinets dans le monde.²² La sous-représentation des ministres de la santé est particulièrement préoccupante : alors que les femmes représentent 70 % des travailleurs du secteur de la

santé,²³ seulement 24,7 % des ministres de la santé dans le monde sont des femmes,²⁴ et elles occupent seulement 25 % des postes de direction dans les institutions sanitaires.²⁵ Dans l'intervalle, 72 % des cadres supérieurs des organisations mondiales de la santé sont des hommes.²⁶ La représentation des femmes dans les médias est également trop faible : les données disponibles montrent qu'une femme sur trois seulement apparaît dans les médias pour évoquer la pandémie.²⁷

La participation des femmes est également nécessaire au sein des groupes d'action et des équipes de travail d'urgence et dans les centres d'opérations d'urgence. Mais ces équipes tendent à recruter principalement au sein des forces de police, des pompiers et des services de transports—où peu de femmes détiennent des positions de pouvoir—et incluent généralement peu de femmes experts appartenant aux secteurs de la santé, éducatifs ou des affaires sociales ou à des mécanismes nationaux chargés de l'égalité des sexes.

La représentation inégale des femmes fait courir le risque de passer sous silence leurs besoins spécifiques dans le domaine des politiques de développement, de l'examen et du suivi des politiques, des plans et budgets liés au COVID-19, notamment en faveur d'une relance économique et d'une résilience sanitaire future. Par exemple, alors que les gouvernements révisent les budgets pour diriger les ressources vers l'action à mener contre le COVID-19, il est réellement à craindre que l'appui déjà limité aux petites entreprises dirigées par des femmes et aux services sur lesquels s'appuient les femmes, tels que les services pré- et post-natals et les services de santé sexuelle et procréative, ne soit éliminé.

Les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux dans les prises de décision

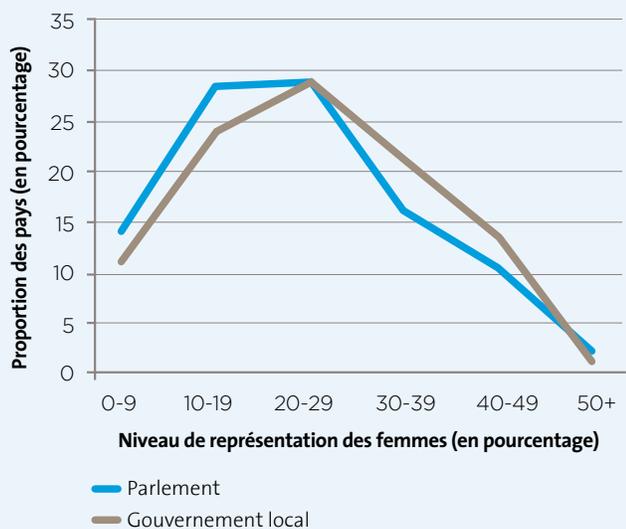


Source:
Calculs de ONU Femmes basés sur UIP-ONU Femmes 2020.

Les nouvelles charges de travail risquent d'entraver encore plus la participation des femmes

Pendant la pandémie, de nombreuses femmes doivent s'acquitter de tâches domestiques et de soins supplémentaires à la maison et font face à des menaces liées au virus et à ses conséquences, qui pourraient affecter négativement leurs capacités à participer pleinement à la vie publique. Des mesures doivent être prises pour mieux répartir ces nouvelles charges de travail, en fournissant notamment du matériel de protection aux femmes qui travaillent dans leurs communautés, un accès à l'information et un financement, mais également pour faire évoluer les méthodes de travail. Par exemple, si les parlements décident de mettre en place de nouvelles procédures pour délibérer et prendre des décisions pendant la pandémie, ils devraient tenir compte des besoins des femmes législateurs et de leur personnel, qui ont probablement plus de travail domestique, mais doivent néanmoins participer à la promulgation de lois d'urgence, à l'affectation des ressources et à la surveillance des dépenses publiques.²⁸

Répartition des pays selon le niveau de représentation des femmes dans les organes législatifs nationaux et locaux



Source :
Calculs d'ONU Femmes basés sur des données datant du 1^{er} janvier 2020.
Les données sur les parlements proviennent de l'Union Interparlementaire (IUP) (2020a).

L'égalité entre les sexes doit également être prise en compte lorsque des opérations électorales sont adaptées au contexte de pandémie, afin de répondre aux préoccupations de santé publique, y compris aux fins de l'inscription des électeurs, de la nomination des candidats, de l'éducation des électeurs, de l'organisation des campagnes électorales et de la tenue des élections. Les gouvernements et leurs organes de gestion électorale doivent veiller à ce que les femmes puissent participer équitablement aux élections, qu'il s'agisse de voter en personne ou à distance. Une attention particulière est nécessaire pour veiller à ce que les femmes qui sont confrontées à des formes de discrimination multiples et transversales – notamment les femmes rurales, autochtones et celles qui ont un handicap – ne soient pas marginalisées ou victimes d'une influence familiale indue s'agissant de leur choix de candidat.

De nombreux espaces traditionnellement consacrés à la participation et aux débats publics n'étant plus disponibles, les médias sociaux et Internet prennent une place de plus en plus importante en tant que forums d'informations, de consultations et de délibérations. Certains candidats politiques organisent notamment des conférences, des exposés, des assemblées publics dans des mairies ou des campagnes politiques virtuelles. Dans de nombreuses parties du monde, les femmes ont un accès moins important que les hommes à un téléphone ou un ordinateur (la « fracture

numérique entre les sexes »), ce qui risque d'avoir un impact négatif sur leur accès à l'information et leur expression publiques.²⁹ Dans ces contextes, la presse journalistique, la radio et la télévision et les réunions publiques qui répondent à des directives sanitaires et en matière de sécurité sont également utilisés pour apporter des informations sur les questions politiques ou pour prévenir la transmission du COVID-19. Afin que les processus démocratiques virtuels soient réellement inclusifs, il convient de déployer des efforts spéciaux déployés pour juguler les taux de cyberviolence croissants contre les femmes et les autres groupes marginalisés,³⁰ y compris les attaques en ligne contre les femmes politiques et activistes.

Les organisations communautaires sont en première ligne de l'action à mener

Les données disponibles tirées des épidémies d'Ebola et de Zika attestent du rôle crucial joué par les organisations communautaires et féminines pour atteindre les populations marginalisées telles que les femmes vivant avec un handicap, avec le VIH, les migrantes, les réfugiées et autres. La pandémie actuelle renforce leur rôle essentiel aux premières lignes de l'action à mener. Les organisations féminines et communautaires s'appuient sur leur expertise technique et leur accès aux communautés locales et groupes marginalisés pour combler les lacunes dans les services essentiels, fournir ou fabriquer du matériel sanitaire tels que des masques, du gel et donner des informations vitales sur le paysage sanitaire public évolutif. Les organisations féminines en République démocratique du Congo, au Lesotho, au Nigéria, au Soudan et en Ouganda utilisent notamment les médias sociaux pour partager l'information concernant les manières de prévenir la diffusion du virus et contactent directement les femmes et les filles lorsque les communautés qu'elles servent n'ont pas accès à Internet. Elles sensibilisent également le public aux préoccupations spécifiques des femmes et d'autres groupes marginalisés pendant la pandémie, y compris à leur exposition accrue à la violence sexuelle et sexiste et à la perte des revenus découlant de la fermeture des marchés informels.³¹ Les organisations féminines en Inde, au Kirghizstan, au Rwanda et en Serbie, entre autres pays, ont renforcé leur travail sur les violences contre les femmes en fournissant un appui psychothérapeutique immédiat et gratuit aux victimes de violence grâce à des lignes vertes ouvertes 24 heures sur 24 et des chats en ligne.

Bien que les organisations féminines et les groupes communautaires assument dans une large mesure les interventions menées au sein des communautés locales, elles sont trop souvent exclues de la planification de l'action à mener face à la crise. En 2018, par exemple, les organisations féminines locales n'ont été consultées qu'à 56 % dans les processus d'élaboration des plans d'interventions humanitaires.³² Dans la crise actuelle du COVID-19, nombre d'organisations féminines indiquent qu'elles sont menacées de fermeture en raison de leurs problèmes de financement et du changement de priorités des donateurs.³³

Les moyens de renforcer le leadership et la participation des femmes dans les actions et la relance face au COVID-19

Les nombreux exemples de femmes qui mènent des actions efficaces et inclusives pour lutter contre la pandémie doivent encourager les gouvernements, les élus et les agences de l'ONU à faire participer davantage de femmes dans des processus décisionnaires et à soutenir davantage d'institutions équilibrées sur le plan de la représentation entre les sexes. Alors que les gouvernements détiennent le rôle le plus visible pour faciliter la représentation et la participation équitables des femmes dans les processus décisionnaires, les membres des parlements et les conseillers locaux, ainsi que les agences de l'ONU, les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé, ont tous un rôle à jouer.

- 1. Veiller à ce que les organes décisionnaires reflètent un bon équilibre entre les sexes.** Les gouvernements à tous les niveaux doivent s'employer à atteindre l'équilibre entre les sexes dans toutes les institutions chargées de lutter contre le COVID-19, d'assurer la relance et dans les efforts pour se préparer face aux crises sanitaires à venir.³⁴ Ils doivent surveiller la composition des groupes de travail nommés, les commissions de gestion de la crise et les autres équipes chargées de lutter contre le COVID-19 du point de vue de l'équilibre entre les sexes. Ils doivent également veiller à ce que les organes décisionnaires participant à la lutte contre le COVID-19 comprennent des spécialistes de l'égalité des sexes.

Les gouvernements peuvent être tenus responsables de leurs engagements concernant l'équilibre entre les sexes au sein des organes et comités gouvernementaux (tels que formulés dans le Programme d'action de Beijing de 1995) en rendant publiquement disponibles les informations sur la représentation des femmes dans la prise de décision concernant le COVID-19.³⁵ Là où l'équilibre n'existe pas, des mesures intérimaires spéciales telles que la mise en place de quotas par sexe doivent être adoptées.

- 2. Exploiter les institutions et les mécanismes existants en faveur de l'égalité des sexes pour lutter contre la pandémie.** De nos jours, au moins 192 pays disposent de mécanismes ou de points focaux chargés de l'égalité des sexes, même si leur influence et efficacité varient selon les contextes nationaux.³⁶ Pendant la pandémie, de même qu'à des époques moins troublées, la participation de ces mécanismes est cruciale pour veiller à ce que la planification nationale, les processus décisionnaires, l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de processus budgétaires aident à parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et

les filles. Par exemple, le Ministre de l'égalité en Espagne a adopté un plan connu sous le nom de « Mascarilla 19 » (Masque 19) qui facilite le signalement de violences sexistes ou sexuelles pendant la pandémie.³⁷ Les ministères chargés de l'égalité des sexes dans plusieurs pays africains indiquent qu'ils participent activement aux efforts de lutte contre le COVID-19, en élaborant notamment des directives en faveur d'une perspective sensible au genre et un plaidoyer avec d'autres membres du cabinet en vue de la mise en place de programmes visant à aider les femmes entrepreneurs et les survivantes de violence conjugale.³⁸ Au Costa Rica, le Vice-Président a créé un Conseil pour les femmes afin qu'il fasse des propositions et donne des conseils sur l'action à mener contre le COVID-19.³⁹ Les gouvernements doivent poursuivre ou élargir la participation des mécanismes en faveur de l'égalité des sexes dans les domaines de la prévention, de la lutte et de la relance, en fournissant notamment aux institutions les ressources humaines et financières nécessaires.

- 3. Veiller à ce que les questions d'égalité des sexes soient intégrées dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions et budgets politiques nationales visant à lutter contre le COVID-19.** Les gouvernements et les législatures doivent veiller à ce que les politiques et les budgets promulgués pour lutter contre le COVID-19 tiennent compte des données ventilées par sexe, qu'elles incluent les résultats des évaluations et analyses de l'impact sur le genre et que des mesures soient adoptées pour surveiller l'impact de la lutte contre le COVID-19 sur les femmes et les filles. Le Canada et l'Espagne ont notamment mis en place des systèmes d'analyse du genre préexistants dans le cadre de leurs efforts pour lutter contre le COVID-19 qui les ont aidés à élaborer des mesures visant à promouvoir l'égalité des sexes et à assurer l'accès des femmes aux services vitaux pour les femmes. L'analyse a notamment montré qu'il existait des lacunes au niveau du financement dans les refuges pour les femmes au Canada et les centres d'assistance, que le Gouvernement a rapidement solutionné en fournissant près de 50 millions de dollars canadiens pour renforcer leurs capacités à aider ou à prévenir les cas de violence conjugale pendant la pandémie.⁴⁰ Dans les contextes où cela n'est pas encore le cas, les députés parlementaires devraient avoir la possibilité de poser des questions sur l'impact des politiques proposées et des réaffectations de budgets et/ou coupes budgétaires liées au COVID-19 en matière d'égalité des sexes.

L'ONU et les agences de développement doivent également respecter leurs engagements en termes de financement de l'égalité des sexes en introduisant rigoureusement un marqueur de genre au sein des mécanismes de financement du COVID-19 et en définissant des cibles ambitieuses.

4. Reconnaître et éliminer les obstacles à la participation politique des femmes. Les inégalités et les normes sociales discriminatoires préexistantes doivent être prises en compte lorsque de nouvelles modalités de participation et de prise de décision sont élaborées.⁴¹ Les gouvernements devraient notamment bien évaluer l'impact que ces mesures d'urgence auront sur l'exercice par les femmes de leurs droits politiques, y compris dans les assemblées législatives, les consultations publiques et les élections pendant la crise du COVID-19.⁴² Ils pourraient avoir besoin de mettre en place des modalités de travail souples et d'autres mesures afin que les femmes ne soient pas exclues des processus de gouvernance clef en raison de leurs responsabilités liées aux tâches domestiques. A Bogota, en Colombie et à Barcelone, en Espagne, les mairesses promeuvent des valeurs de solidarité et d'empathie dans leurs villes en encourageant les évolutions des normes sociales afin d'édifier des sociétés post-COVID-19 plus inclusives.⁴³

5. Améliorer l'accès à l'information publique pour les femmes et leurs organisations. Nombre des espaces traditionnellement consacrés à la participation et aux débats publics n'étant plus disponibles, les médias sociaux et Internet prennent de plus en plus d'importance en tant que forums d'informations, de consultations et de délibérations. Les informations doivent être diffusées dans plusieurs langues malgré l'omniprésence de l'anglais en ligne. Les plateformes des médias sociaux doivent agir pour décourager et prévenir le harcèlement sur les forums virtuels. Les entreprises de télécommunication et les prestataires de services internet doivent élargir l'accès et proposer une connectivité abordable.⁴⁴

Dans certains pays et régions, Internet demeurera inaccessible et d'autres formes d'échanges d'information, tels que les annonces publics, la TV et la radio doivent se poursuivre ou être élargis pour les audiences de femmes. Au Mali notamment, les spots TV et radio conçus initialement pour encourager la participation des femmes aux élections ont été modifiés pour inclure des messages sur la manière de prévenir la transmission du virus. Les gouvernements et leurs partenaires peuvent organiser de plus petites réunions en respectant la distanciation sociale pour permettre aux femmes

d'obtenir des informations et d'exprimer leurs besoins et priorités. La société civile et les organismes communautaires féminins peuvent aider à promouvoir l'accès des femmes à l'information, notamment dans les zones rurales et avec des groupes généralement marginalisés tels que les femmes autochtones et appartenant à des minorités, les lesbiennes, les gays, les bisexuelles, transgenres ou intersexes (LGBTI) et les personnes avec un handicap.

6. Inclure et soutenir les femmes et les organisations féminines dans leurs prises de décision concernant l'action pour lutter contre le COVID-19. Les gouvernements et les donateurs devraient consulter les organisations féminines lorsqu'ils réalisent des évaluations, et élaborent, mettent en œuvre, suivent et évaluent les programmes et politiques. Les gouvernements devraient faciliter la participation de toutes les institutions responsables des interventions contre le COVID-19 aux niveaux national et local avec des militantes et des représentantes des organisations féminines. Des efforts supplémentaires doivent être déployés pour garantir l'existence d'espaces sûrs pour les femmes, notamment celles qui se heurtent à toutes sortes de formes de discrimination, afin qu'elles puissent exprimer leurs besoins, leurs priorités et leurs préoccupations concernant leur sécurité personnelle, leur santé, la relance économique, les soins à apporter et d'autres conséquences et facteurs de risque de la pandémie. Les gouvernements doivent fournir aux réseaux féminins et aux organismes communautaires des informations actualisées sur le virus et l'action menée contre lui et s'ils le demandent, une formation et des ressources pour pouvoir faire face aux urgences.

Les donateurs et les gouvernements s'appuyant sur l'accès et les connaissances des organisations féminines et d'autres organismes communautaires devraient aussi leur apporter un appui suffisant pour mener à bien leur travail. Ils devraient garantir un financement spécifique et souple aux organisations féminines s'agissant des coûts fixes afin d'acheter le matériel de protection, de poursuivre leurs initiatives habituelles et de mener à bien les actions et la relance pour lutter contre le COVID-19. Conformément à l'appel du Secrétaire général, les agences de l'ONU et les Etats membres devraient élargir et utiliser les fonds existants en faveur de l'égalité des sexes et des organisations féminines, notamment le Fonds des femmes pour la paix et l'action humanitaire et le Fonds d'affectation spéciale pour éliminer la violence à l'égard des femmes.⁴⁵

Les partenariats d'ONU Femmes en action

ONU Femmes est particulièrement bien placée pour proposer une assistance technique, un renforcement des capacités, des produits fondés sur le savoir et une coordination avec les partenaires de l'ONU pour renforcer la réactivité des politiques, plans et budgets des institutions luttant contre le COVID-19 en matière d'égalité des sexes. L'organisation appuie le leadership et la participation des femmes dans le cadre des actions et de la relance mises en oeuvre dans un certain nombre de pays.

Préconiser des actions pour lutter contre le COVID-19 et une relance qui promeuvent l'égalité des sexes

ONU Femmes collabore avec des organisations régionales pour préconiser davantage d'actions sensibles au genre qui répondent aux besoins urgents des femmes et garantissent l'influence des femmes sur les processus de prise de décision. A travers ce travail, l'organisation accroît également la visibilité des femmes leaders et la reconnaissance de leur contributions.

Le 13 avril 2020, l'Amérique latine et le Parlement latino-américain (PARLATINO), dont le siège se trouve au Panama, ont publié une [Déclaration](#) approuvant les recommandations d'un [rapport d'ONU Femmes sur le COVID-19 en Amérique latine et dans les Caraïbes](#) portant sur la manière d'intégrer les femmes et l'égalité des sexes dans la gestion des actions visant à lutter contre la crise. En mai, l'Union africaine (UA) a publié des directives sensibles au genre sur le COVID-19. ONU Femmes, de concert avec l'UA et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, a organisé une réunion virtuelle des ministres de l'UA chargés des affaires des femmes et de l'égalité des sexes afin de mettre en commun leurs meilleures pratiques. La réunion, coprésidée par la Directrice exécutive d'ONU Femmes, a marqué le début des efforts visant à établir un consensus sur une Déclaration des Ministres de l'Union africaine chargés des affaires des femmes et de l'égalité des sexes sur les plans d'action et de relance visant à lutter contre le COVID-19.

En partenariat avec ONU-Habitat, Metropolis et CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis), ONU Femmes a co-organisé une manifestation appelée « Expérience d'apprentissage en live » le 6 mai 2020 : « Le leadership des femmes à l'ère de l'après COVID-19 : la perspective des gouvernements locaux et régionaux ». Les femmes leaders du monde entier aux niveaux local et régional, y compris les mairesses des grandes villes, se sont réunies pour débattre de leurs stratégies, préoccupations et expériences s'agissant de montrer la voie pendant la pandémie, mettant en lumière les rôles cruciaux des femmes qui jouent un rôle de chefs de file pendant cette crise. Les leaders participant ont publié un appel conjoint à l'action pour exhorter les institutions locales, régionales, nationales et internationales à prendre des

mesures décisives pour protéger et autonomiser les droits des femmes et des filles partout dans le monde.⁴⁶

ONU Femmes présente également les contributions des dirigeantes en termes de mesures de prévention et d'actions pour lutter contre le COVID-19, l'organisation inspire d'autres actions sensibles au genre. Par exemple, elle surveille et publie les déclarations des femmes chefs d'Etat et de gouvernements via la surveillance médiatique mondiale. Conformément aux recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDAW) portant sur la participation équitable des femmes dans les prises de décision, ONU Femmes continue également de promouvoir l'utilisation de mesures temporaires spéciales tels que les quotas de genre et les engagements en faveur de l'égalité des sexes dans la planification et la prise de décision concernant les actions visant à lutter contre le COVID-19 et dans le leadership sanitaire national.

Créer des espaces sûrs pour les femmes leaders en ligne et hors ligne

ONU Femmes est en train de créer des espaces spécifiques et inclusifs—en ligne et hors ligne—pour les femmes leaders qui participent aux actions visant à lutter contre le COVID-19 afin de partager les bonnes pratiques et informations, les réseaux et amplifier leurs messages. ONU Femmes organise des webinaires et des discussions à distance pour promouvoir les échanges entre différents groupes sur le leadership politique des femmes, en facilitant notamment une e-discussion et un chat live sur Twitter sur les conséquences genrées du COVID-19 sur IKNOW Politics, qui est un réseau en ligne de femmes impliquées dans la vie politique.⁴⁷

Au Salvador notamment, le Caucus des femmes parlementaires et l'Association nationale des dirigeantes politiques au niveau local (ANDRYSAS) sont en train de mettre en oeuvre une campagne sur les médias sociaux avec l'appui d'ONU Femmes. Elle cible les femmes et les communautés avec des messages sur la prévention et les actions à mener pour lutter contre les violences faites aux femmes, en y intégrant notamment des informations sur les législations et politiques pertinentes. En Argentine, ONU Femmes a organisé trois webinaires pour mettre en commun les bonnes pratiques concernant les actions sensibles au genre visant à lutter contre le COVID-19 aux niveaux national, provincial et communautaire. A Moldova, ONU Femmes a organisé une session en ligne appelée #DemocracyTalks avec plus de 50 dirigeantes de district qui ont partagé leurs expériences en premières lignes quant à l'action à mener pour lutter contre la pandémie et débattre des efforts de relance à long terme.⁴⁸

Fournir aux membres du parlement des outils pour mener une action sensible au genre

ONU Femmes est en train de concevoir des messages rationalisés et de fournir une information actualisée sur les droits des femmes et le COVID-19 pour aider les femmes à influencer sur les processus décisionnaires dans les comités parlementaires, les groupes de travail et les équipes de gestion des crises. Cela renforcera les capacités des assemblées législatives et la collaboration entre elles, les mécanismes locaux et nationaux chargés de l'égalité des sexes, les organisations de femmes et d'autres organisations de la société civile pour intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à toutes les étapes de l'action menée pour lutter contre le COVID-19 et en faveur de la relance.

Un partie de ce travail concerne l'élaboration d'un « Document pour une action parlementaire : des réponses sensibles au genre pour lutter contre le COVID-19 », qui énumère des manières concrètes de permettre aux membres du parlement et au personnel parlementaire de mener une action pour veiller à ce que l'action contre le COVID-19 et les plans de relance répondent aux besoins des femmes. Le Document tiendra compte des expériences des membres et personnel du parlement, y compris de leurs propres recommandations. Une liste de vérification sera offerte comme guide complémentaire quant aux solutions sensibles au genre en vue de l'adoption des plans d'action et de relance pour lutter contre le COVID-19 ainsi que d'une stratégie visant à garantir des sessions parlementaires et des modalités de travail sensibles au genre pendant la pandémie et après.

Surveiller les politiques et la budgétisation sensibles au genre

De concert avec ses partenaires nationaux et internationaux, ONU Femmes est en train d'élaborer des directives et des outils standard en vue d'une budgétisation et d'une planification sensibles au genre dans le cadre de l'action menée contre le COVID-19 et la relance, y compris des listes de vérifications, des indicateurs et des méthodes pour contrôler et suivre les dépenses liées à l'égalité des sexes. L'organisation a élaboré un guide pour ses bureaux de pays et leurs partenaires dans la société civile afin d'évaluer et d'élaborer des plans de relance budgétaires nationaux adoptés en réaction au COVID-19. En Egypte, ONU Femmes, de concert avec le Fonds des Nations Unies pour les populations (FNUAP) et la Banque mondiale, a aidé le Conseil national des femmes à concevoir un document de politique et des orientations intitulées « La réaction rapide de l'Egypte face à la situation des

femmes pendant la crise du COVID-19 » ainsi qu'un « tracker » des politiques, qui élaborera un rapport mensuel sur l'action gouvernementale établi à travers une perspective de genre. En Macédoine du Nord, ONU Femmes a établi un partenariat avec des coordonnateurs municipaux en faveur de l'égalité des sexes dans 21 municipalités afin de réaliser une évaluation de la situation socio-économique des femmes et des hommes au niveau local pour guider la planification et la budgétisation locales des actions menées pour lutter contre le COVID-19.

Apporter aux femmes et aux filles des informations vitales sur le COVID-19

De concert avec les autorités locales, les groupes locaux de femmes, les dirigeants religieux et les journalistes, ONU Femmes est en train d'élaborer et de diffuser des informations publiques accessibles pour garantir que toutes les femmes et les filles sont bien informées sur leur santé et comment protéger et exercer leurs droits. Au Cameroun, par exemple, ONU Femmes est en train d'établir un partenariat avec la commission électorale pour fournir du matériel de protection personnel, une formation et des informations de sensibilisation au personnel sur la prévention du COVID-19 et un appui aux électrices et aux candidates. En outre, ONU Femmes oeuvre avec les dirigeants religieux au renforcement du plaidoyer et de la communication dans les zones éloignées et auprès des groupes de femmes sous-représentés. Dans le monde, le renforcement des capacités et de la sensibilisation à la participation politique des femmes auprès des électrices, des candidats, des commissions électorales et des militantes se poursuit conformément aux règles et réglementations nationales sur la distanciation sociale. En Géorgie, ONU Femmes appuie une coalition communautaire de plus de 400 femmes qui luttent contre le COVID-19, en organisant notamment une session virtuelle de partage d'informations avec le Centre national de contrôle des maladies.

Avec les groupes de femmes locaux, ONU Femmes soutient la création d'espaces en ligne et off ligne permettant aux femmes de débattre, de recevoir des informations et d'élaborer des messages de santé publique qui ciblent les femmes, notamment les plus marginalisées, en s'appuyant sur leur expérience précédente avec le virus Zika. En Palestine notamment, ONU Femmes a facilité quatre réunions de femmes leaders et de représentantes des organisations des femmes pour créer un espace de débats stratégiques permettant de renforcer la coordination et d'avoir accès à des informations sur l'égalité des sexes dans les plans d'actions nationaux et régionaux pour lutter contre le COVID-19.

Ce document a été rédigé par Sabine Freizer avec les contributions du personnel de la Section du leadership et de la gouvernance d'ONU Femmes. Les données et les statistiques sont coordonnées par Ginette Azcona et Antra Bhatt (Section de la recherche et des données d'ONU Femmes) et Ionica Berevoescu (Section du leadership et de la gouvernance d'ONU Femmes) et l'édition par Tara Patricia Cookson (Ladysmith). Traduction par Nelly Jouan.

Ressources supplémentaires

ONU Femmes (Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes). A venir. A Primer for Parliamentary Action: Gender-Sensitive Responses to COVID-19.

_____ et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). (2017). [Prévenir la violence contre les femmes dans les élections : un guide de programmation](#). New York : ONU Femmes et le PNUD.

Organisation des Nations Unies. (2020). [Note de politique : Les conséquences du COVID-19 sur les femmes](#).

OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe. (2017). [Making Laws Work for Women and Men: A Practical Guide to Gender-Sensitive Legislation](#). Varsovie : OSCE.

Réseau international de connaissances sur les femmes dans la politique (iKNOW Politics), un projet conjoint d'ONU Femmes, de l'institut International IDEA, de l'Union interparlementaire (UIP) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : <https://www.iknowpolitics.org/en>.

Union interparlementaire. (2020). [Gender and COVID-19: A Guidance Note for Parliaments](#). Avril.

Notes de bas de pages

1 John Hopkins University (2020).

2 Voir par exemple Wilson et al. (2019). Pour obtenir plus d'informations sur les femmes qui dirigent les mouvements contestataires, voir Chenoweth 2019.

3 UIP (2020)a.

4 ECOSOC ONU (2020): 61.

5 Wenham (2020).

6 Les données disponibles qui figurant dans tous les secteurs, y compris la planification économique et les réponses d'urgence, prouvent que lorsque les femmes ne sont pas consultées ou incluses dans les prises de décision, les politiques sont tout simplement moins efficaces et peuvent même être néfastes. Voir ONU (2020a): 3, 14.

7 L'ONU a souligné la nécessité de donner la priorité à la représentation équitable des femmes dans tous les efforts de planification de prise de décision face au COVID-19, comprenant non seulement les femmes en tant qu'individus mais également les organisations de femmes. Voir l'ONU (2020b): 3.

8 « Face à la montée de l'ethno-nationalisme, du populisme, de l'autoritarisme et du recul des droits de l'homme dans certains pays, la crise peut fournir un prétexte pour adopter des mesures répressives à des fins non liées à la pandémie » [...] pourtant « le contrôle démocratique de l'action contre la pandémie, notamment l'utilisation de l'état d'urgence, doit être maintenu » (ONU (2020): 3, 14).

9 Provost et al. (2020). L'Union interparlementaire assure un suivi des pratiques parlementaires pendant la pandémie, y compris les fermetures (UIP 2020b).

10 International IDEA (2020).

11 Un appel en faveur d'une politique féministe face au COVID-19 a été approuvé par 1 500 femmes et organisations de femmes issues de 100 pays (Alliance féministe pour les droits 2020).

12 En date du 1er mai 2020. Ces données sont compilées par ONU Femmes sur la base des informations provenant des mission permanentes de l'ONU ; seuls les chefs d'Etat élus sont pris en considération.

13 Hong Fincher (2020); Chamorro-Premuzic (2020).

14 Gowthaman (2020) ; Dent (2020) ; Pohjanpalo (2020).

15 Fitzpatrick (2020).

16 Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), en collaboration avec ONU Habitat, ONU Femmes et Metropolis ont organisé un échange entre mairesses portant sur leur action pour lutter contre

le COVID 19 (UCLG 2020). Voir également Bloomberg Harvard 2020 et la maire de Melbourne Sally Capp dans C40 Cities (2020).

17 Zednik (2020). Helen Lewis (2020) affirme: « Ce n'est pas que les femmes leaders se débrouillent mieux. C'est juste que les hommes forts se débrouillent moins bien », et ajoute « Les femmes leaders ne sont pas la cause d'un meilleur gouvernement, elles en sont le symptôme ». Voir également Rees et Chinkin 2020.

18 ECOSOC ONU (2020: 69).

19 Taub (2020) ; Leonhardt et Leatherby (2020).

20 UIP (2020a).

21 Division de la statistique de l'ONU (2019).

22 Données en date du 1er janvier 2020 (UIP et ONU Femmes 2020).

23 Boniol et al. (2019).

24 Données en date du 1er janvier 2020 (UIP et ONU Femmes 2020).

25 Selon un rapport dirigé par l'OMS de 2019 : « En général, les femmes déploient les efforts de santé mondiale tandis que les hommes les dirigent. Les progrès en faveur de l'égalité des sexes dans le domaine du leadership varient selon le pays et le secteur, mais généralement, les hommes détiennent la majorité des postes de cadres supérieurs dans le domaine sanitaire au niveau communautaire. La santé mondiale est principalement dirigée par des hommes : 69 % des organisations de santé mondiale sont dirigées par des hommes et 80% des présidents des conseils d'administration sont des hommes. Seulement 20% des organisations de santé mondiale ont des conseils d'administration équilibrés en termes d'égalité des sexes, et 25 % des postes des cadres supérieurs reflètent l'égalité des sexes. Les systèmes sanitaires seront plus efficaces lorsque les femmes qui y travaillent auront leur mot à dire dans l'élaboration des plans de santé, des politiques et des systèmes mondiaux ». (OMS 2019: 3, 36-41).

26 Initiative de santé mondiale 50/50 2019.

27 WGH (2020).

28 Hasson (2020). Voir également UIP (2020c).

29 Dans le monde, il y a environ 327 millions de moins de femmes que d'hommes possédant un smartphone et ayant accès à l'Internet mobile. Les femmes sont en moyenne 26 % moins susceptibles que les hommes de posséder un smartphone (OECD 2018).

30 EIGE (2017).

31 Majumdar et Wood (2020). Pour avoir des exemples du travail des féministes africaines sur l'action à mener pour lutter contre le COVID-19, voir Forsyth 2020.

32 CPI et ONU Femmes (2019: 25).

- 33 ONU Femmes (2020).
- 34 En 2019, le Conseil mondial du suivi de la préparation, co-organisé par l'OMS et la Banque Mondiale, a déclaré qu'il était vital qu'il y ait plus de femmes dirigeantes pour la préparation (Conseil mondial du suivi de la préparation 2019: 24).
- 35 Depuis Beijing, les pays ont pris des engagements supplémentaires en faveur de la participation équilibrée des femmes aux institutions gouvernementales et de l'action à mener pour lutter contre la crise. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030), article 36 (a) (i) note que « la participation des femmes est cruciale pour gérer efficacement les risques de catastrophes et la conception, l'apport de ressources et la mise en œuvre de politiques, de plans et de programmes de réduction des risques de catastrophes sensibles au genre ; et des mesures de renforcement des capacités appropriées doivent être prises pour autonomiser les femmes en termes de préparation et pour développer leurs capacités afin de leur permettre de trouver d'autres moyens de subvenir à leurs besoins dans les situations post catastrophes ». Voir également GFDDR 2018.
- 36 Au cours des cinq dernières années, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a continué d'attirer l'attention sur la nécessité de renforcer les mandats et les domaines de responsabilité des mécanismes nationaux d'égalité des sexes ainsi que leur financement, signalant des déficits institutionnels persistants pour l'avancement de l'égalité des sexes. Cependant, jusqu'à maintenant, ces mécanismes ont souvent été tenus à l'écart des décisions et actions stratégiques des gouvernements concernant les politiques nationales telles que la mise en œuvre des ODD. Par exemple, seulement la moitié des 79 pays qui ont signalé en 2019 l'égalité des sexes en tant que priorité fondamentale dans leur stratégie nationale en vue de la mise en œuvre des ODD ont dit qu'ils faisaient participer activement des mécanismes nationaux dans les prises de décision sur les ODD (ECOSOC de l'ONU 2020).
- 37 Résumé de la e-discussion sur le leadership des femmes dans l'action à mener pour lutter contre le COVID-19, organisée par le Réseau international de connaissances sur les femmes dans la politique (iKNOW Politics), mai 2020. <https://www.iknowpolitics.org/en>
- 38 ONU Femmes, Union africaine et ECA (2020).
- 39 Président de la République du Costa Rica (2020).
- 40 OCDE (2020: 21-22).
- 41 Pour obtenir des recommandations plus détaillées quant à la manière de garantir qu'un parlement est sensible au genre, voir UIP (2020d); ONU Femmes 2020 à venir.
- 42 Un exemple est la Commission électorale de la Nouvelle-Zélande 2020, qui ne donne aucune information concernant spécifiquement les femmes.
- 43 Exposé et note de travail du UCLG (2020b).
- 44 OCDE (2018).
- 45 ODD ONU (2020: 23).
- 46 CGLU Femmes (2020).
- 47 Le Réseau international de connaissances sur les femmes dans la politique (iKNOW Politics) est un projet conjoint d'ONU Femmes, d'International IDEA, de l'UIP et du PNUD. <https://www.iknowpolitics.org/en>.
- 48 ONU Femmes Moldova (2020).

Références

- Bloomberg Harvard. (2020). [Q&A with Seattle Mayor Jenny Durkham: On the Frontlines since January, Seattle Mayor Shares Her Take on Responding to an Outbreak](#). City Leadership Initiative, 31 mars.
- Boniol, M., M. McIsaac, L. Xu, T. Wuliji, K. Diallo et J. Campbell. (2019). [Gender Equity in the Health Workforce: Analysis of 104 Countries](#). Document de travail 1 sur la force de travail sanitaire. OMS (Organisation mondiale de la santé), Genève.
- C40 Cities. (2020). [45 Mayors and City Leaders from 30 Countries Share Knowledge and Advice on Tackling COVID-19 Crisis](#). Communiqué de presse, 27 mars.
- Chamorro-Premuzic, T. (2020). [Are Women Better at Managing the COVID-19 Pandemic?](#) 10 avril.
- Chenoweth, E. (2019). [Women in Resistance \(WiRe\) Dataset](#). Harvard Dataverse.
- Commission électorale de la Nouvelle-Zélande. (2020). [2020 General Election: COVID-19 and the 2020 General Election](#).
- Conseil mondial de suivi de la préparation. (2019). [A World at Risk: Annual Report on Global Preparedness for Health Emergencies](#). Genève : OMS (Organisation mondiale de la santé).
- CPI (Comité permanent interorganisations). (2020). [Interim Guidance: Gender Alert for COVID-19 Outbreak](#). Groupe de référence CPI pour une action humanitaire sensible au genre, mars.
- _____ et ONU Femmes. (2019). [The IASC Gender Accountability Framework Report - 2018](#). Août.
- Dent, G. (2020). [Female World Leaders Are Rare: And They're Outperforming Men in Managing COVID 19](#). Women's Agenda, Avril.
- Division de la statistique de l'ONU. (2019). [Les indicateurs de l'ONU : la banque de données mondiales sur les ODD de l'ONU](#).
- DMRR (Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophes). (2018). [Gender Equality and Women's Empowerment in Disaster Recovery](#). Série sur le relèvement après les catastrophes, Août.
- ECOSOC ONU (Conseil économique et social des Nations Unies). (2020). Review and Appraisal of the Implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action and the Outcomes of the Twenty-third Special Session of the General Assembly: Report of the Secretary General. E/CN.6/2020/3.
- Feminist Alliance for Rights. (2020). [Call for a Feminist COVID-19 Policy](#).
- Fitzpatrick, M. (2020). [Chief Medical Officers Are Leading Canada through COVID-19 Crisis: And Many Are Women](#). CBC, 2 avril.
- Forsyth, M. (2020). [Lessons from African Feminists Mobilizing against COVID-19](#). Earth Institute blog, Columbia University, 3 avril.
- Gowthaman, N. (2020). [Coronavirus: How Have Women-led Countries Flattened the Curve?](#) Herstory, 17 avril.
- Hasson, V.A. (2020). [Parliaments Are Needed to Keep Democracy Alive: So How Can We Support Them?](#) WFD (Westminster Foundation for Democracy), 9 avril.

- Hong Fincher, L. (2020). [Women Leaders Are Doing a Disproportionately Great Job at Handling the Pandemic: So Why Aren't There More of Them?](#) CNN, 16 avril.
- IDAE International (Institut pour la démocratie et l'assistance électorale). (2020). [Global Overview of COVID-19: Impact on Elections](#). 2 juin.
- IEES (Institut européen pour l'égalité des sexes). (2017). [Cyber Violence against Women and Girls](#). IEES, Vilnius, Lituanie.
- iKNOW Politics (Réseau international de connaissances sur les femmes dans la politique) (2020). [e-Discussion on Women's Leadership in the COVID-19 Response](#). 15 avril-8 mai.
- Initiative 50/50 en santé mondiale. (2019). [Equality Works: The Global Health 50/50 2019 Report](#). Londres : Santé mondiale 50/50.
- John Hopkins University. (2020). [COVID-19 Dashboard](#). Centre pour la science des systèmes et l'ingénierie (CSSI).
- Leonhardt, D. et L. Leatherby. (2020). [Where the Virus is Growing Most: Countries with 'Illiberal Populist Leaders'](#). *The New York Times*. 2 juin.
- Lewis, H. (2020). [The Pandemic Has Revealed the Weakness of Strongmen: Women Leaders Are a Symptom of a Political System's Success, Not Necessarily Its Cause](#). *The Atlantic*, 6 mai.
- Majumdar, S. et G. Wood. (2020). [UNTF EVAW Briefing Note on the Impact of COVID-19 on Violence against Women through the Lens of Civil Society and Women's Rights Organizations](#). Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination des violences à l'égard des femmes, New York.
- OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique). (2018). [Bridging the Digital Gender Divide: Include, Upskill, Innovate](#). OCDE, Paris.
- _____. (2020). [Women at the Core of the Fight against COVID-19 Crisis](#). OCDE Policy Responses to Coronavirus (COVID-19).
- ODD ONU (Groupe des Nations Unies chargés du développement durable). (2020). [Shared Responsibility, Global Solidarity: Responding to the Socio-Economic Impacts of COVID-19](#). Mars.
- OMS (Organisation mondiale de la santé). (2019). [Delivered by Women, Led by Men: A Gender and Equity Analysis of the Global Health and Social Workforce](#). Human Resources for Health Observer Series No. 24. Genève : OMS.
- ONU (Organisation des Nations Unies). (2020a). [Covid 19 and Human Rights: We Are All in This Together](#). Avril.
- _____. (2020b). [Note de politique : les conséquences du COVID-19 sur les femmes](#).
- ONU Femmes (Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes). (2020). [Voices of Women's Organizations on COVID-19: April 2020 Sub-Regional Consultations](#).
- _____. A venir. A Primer for Parliamentary Action: Gender-Sensitive Responses to COVID-19. ONU Femmes, New York.
- _____. Union africaine et CEA (Commission économique pour l'Afrique). A venir. Meeting of African Ministers in Charge of Gender and Women's Affairs. 12 mai (virtuel).
- ONU Femmes Moldova. (2020). [Over 50 Women Leaders from Various Districts of the Republic of Moldova Met Online for #DemocracyTalks to Share Their Experiences as Front Liners in the Crisis](#). 15 mai.
- Pohjanpalo, K. (2020). [Finland's Millennial Premier Taps Twitter to Sustain Resilience](#). Bloomberg News, 17 avril.
- Président de la République du Costa Rica. (2020). [Consejo de Mujeres Propondrá Soluciones desde una Visión Social, Económica y Productiva para Mitigar Efectos por COVID-19](#). 28 avril.
- Provost, C., N. Archer et L. Namubiru. (2020). [Alarm as 2 Billion people Have Parliaments Shut or Limited by COVID-19](#). Open Democracy, 8 avril.
- Rees, M. et C. Chinkin. (2020). [COVID-19: Our Response Must Match the Male Leaders' War on the Pandemic](#). LIFPL (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté), 6 mai.
- Reeves, R. et T. Ford. (2020). [COVID-19 More Fatal for Men, Especially Taking Age into Account](#). Brookings, 15 mai.
- Taub, A. (2020). [Why Are Women-led Nations Doing Better with Covid-19? A New Leadership Style Offers Promise for a New Era of Global Threats](#). *The New York Times*, 18 mai.
- UIP (Union interparlementaire). (2020a). [Données mondiales sur les parlements nationaux](#). 1er janvier.
- _____. (2020b). [Country Compilation of Parliamentary Responses to the Pandemic](#).
- _____. (2020c). [How to Run a Parliament During a Pandemic: Q and A](#). News in Brief.
- _____. (2020d). [Gender and COVID-19: A Guidance Note for Parliaments](#). UIP, Genève.
- _____. et ONU Femmes (Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes). 2020. [Les femmes dans la politique : 2020](#). 1er janvier.
- VUGL (Villes unies et gouvernements locaux). (2020a). [Women's Leadership Will Be Critical for Rethinking the Future in the Post-COVID-19 Era](#). 8 mai.
- _____. (2020b). [Live Learning Experience: Thematic Session – Women's Leadership](#). 6 mai.
- _____. Women. (2020). [Women's Leadership for the Post-COVID-19 Era: A Call to Action from Local and Regional Governments Leaders](#).
- Wenham, C., J. Smith, R. Morgan, au nom du groupe de travail chargé du genre et du COVID-19, [COVID-19: the gendered impacts of the outbreak](#). (2020). *Le Lancet*, vol. 395, 14 mars.
- WGH (Les femmes dans la santé mondiale). (2020). [Operation 50/50: Women's Perspectives Save Lives](#).
- Wilson, C., J. Zabaneh et R. Dore-Weeks. (2019). [Understanding the Role of Women and the Feminist Actors in Lebanon's 2019 Protests](#). ONU Femmes, New York.
- Zednik, R. (2020). [A Shaken World Demands Balanced Leadership](#). Medium, 15 avril.